

MOOC – Les clés de la ville

Thématique 3 - Capsule no. 1

Une clé pour la participation

Un peu partout dans les démocraties des attentes de plus en plus vives s'expriment : les citoyens veulent plus de transparence dans la gestion des affaires publiques. Les revendications prennent des formes diverses, un peu partout des réclamations surgissent. L'accent est tantôt mis sur l'accessibilité à l'information, tantôt sur son caractère plus ou moins opaque.

Les procédures de reddition de compte sont souvent en cause. Mais dans de nombreux cas, c'est le format de l'information, la manière dont elle est rendue qui fait l'objet des débats. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne les informations financières et les divers aspects de la fiscalité. Pour les villes, il y a là des enjeux de première importance.

Au cœur de ces enjeux : le budget et ce qu'il apprend des sources de revenus et de ce qu'il révèle des priorités. Les grandes orientations que privilégient les élus sont certes déterminées à l'occasion des élections. Elles fournissent certainement le cadre premier qui permet aux citoyens de comprendre où vont les responsables. Mais en cours de mandat ces orientations peuvent devenir plus difficiles à percevoir : les contraintes de la gouvernance et les soubresauts du réel modifient le contexte et, bien souvent, brouillent les repères.

Le cumul des décisions, l'enchaînement des circonstances et les aléas de la conjoncture finissent souvent par provoquer une opacité involontaire. Pour les citoyens qui ne sont pas directement engagés ou impactés par les opérations de la gestion courante des services, la continuité des intentions ou la cohérence des choix budgétaires peuvent devenir plus difficiles à percevoir.

Pour les élus le défi est considérable : il leur faut trouver des moyens de rendre des comptes dans des formats qui vont savoir retenir l'attention des citoyens. La qualité de la vie démocratique et la richesse des débats publics dépendent largement des conventions qui s'établissent entre les autorités municipales et les attentes des citoyens eu égard aux informations clés qui leur permettent de suivre la gestion et l'évolution de leur milieu.

Il y a là un enjeu pédagogique majeur. C'est aux élus de s'assurer que l'information sera livrée dans des formats qui n'exigeront pas des citoyens qu'ils se transforment en spécialistes des finances publiques. Rendre des comptes n'est donc pas tout. Il faut le faire en définissant un cadre d'analyse que pourront s'approprier les citoyens, en créant les circonstances qui leur permettront d'acquérir une compétence, une maîtrise des

informations essentielles à l'exercice d'un jugement éclairé. Il va de soi que cette matière devrait fournir les éléments clés des rapports avec les médias.

La santé des finances publiques n'est donc pas seulement une affaire d'équilibre des comptes. C'est aussi une question de bonne forme civique : pour les élus de savoir communiquer les informations essentielles, pour les citoyens de le recevoir avec un exposé des règles qui leur permettront d'en tirer l'enseignement. La préparation du budget, ses règles d'examen et ses conditions d'adoption peuvent fournir des occasions et des moyens d'accroître les compétences civiques.

C'est dans l'exercice de ces compétences que se trouve la clé de la participation démocratique.